

UN PRESIDENT AFFABULATEUR...

Lors de son discours d'ouverture du colloque « 15 ans de réforme des universités : quels acquis, quels défis ? », Nicolas Sarkozy s'est livré à un véritable déni de la réalité vécue par les personnels des établissements et des laboratoires. Raillant l'intitulé-même du colloque organisé par l'Institut Montaigne, niant les évolutions réelles des universités depuis 20 ans, le Président de la République s'est décrit en sauveur du système universitaire.

La liste des affabulations est impressionnante. Elles ne résisteraient pas à un débat sérieux avec les organisations représentatives de l'enseignement supérieur ou de la recherche. Laisser croire que le système universitaire *ante* Loi LRU, qualifié « d'universités à deux vitesses », a vu ses inégalités réduites, n'est ni sérieux ni crédible... Le contrôle de toutes les activités des universitaires et scientifiques n'a jamais été aussi prégnant, la technocratie envahit tous les pans de nos activités : la fable de l'autonomie permettant « aux universités, aux universitaires eux-mêmes, [...] de décider pour leurs étudiants (sic), pour les universités » est une provocation. Comment le Président peut-il laisser penser que les conditions d'encadrement se sont améliorées alors qu'aucun poste n'a été créé depuis 4 ans, que la précarité ne fait que croître ?

Fustigeant une fois de plus 1968 et ses avancées en termes de démocratie universitaire, Nicolas Sarkozy lui attribue avec mépris « l'exil de l'université dans les banlieues ». Combien d'étudiants ont pu suivre des études supérieures en s'asseyant sur les bancs de ces universités... Devant une assistance conquise, Nicolas Sarkozy, donneur de leçons, promeut la loi LRU, le Grand Emprunt, la mise systématique en concurrence, et une caricature consternante des systèmes universitaires anglo-saxons.

« La rénovation des universités n'est pas finie » : prônant la « réforme continue », le Président-candidat dit n'avoir pas été assez loin, notamment sur la « gouvernance ». Dans une

description plus qu'approximative des délibérations des CA d'établissement, présentant les personnalités extérieures en simples spectateurs, N. Sarkozy réaffirme implicitement sa volonté de les faire participer à l'élection des présidents d'université. Une fois de plus, il bafoue la démocratie universitaire la considérant comme un obstacle à "l'excellence".

Par le recours aux financements privés, à la multiplication des fondations, à la prise d'intérêt des universités dans des pépinières d'entreprises, le Président de la République en appelle à la « diversification des modes de financement ». Visiblement inquiet de voir les universités accroître « en même temps » leurs frais d'inscription en cette période préélectorale, le chef de l'Etat feint de rejeter cette solution pour de seules raisons « d'image ».

Toutes ces contrevérités s'ajoutent à celles qui, à un moment où le chef de l'Etat est menacé de toutes parts, cherchent à faire passer les réformes menées ces quatre dernières années pour « la » réussite du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Or en 2009, pendant plus de 4 mois, les universitaires, les scientifiques se sont mobilisés à un niveau inégalé depuis 50 ans. Le SNESUP rappelle que les revendications de la communauté universitaire n'ont pas reçu de réponses satisfaisantes. Le Président de la République, responsable de la pulvérisation du service public d'ESR, ne peut se targuer de sa préservation, à l'instar de notre système de retraites par répartition...

L'urgence est de construire le service public d'enseignement et de recherche, dont la population a besoin. Cela passe par la remise en cause et l'abrogation de tout un ensemble de dispositifs, à commencer par le Pacte recherche et la loi LRU et leurs textes d'application, et nécessite de véritables débats de société et une forte mobilisation sociale. Le SNESUP travaillera sans relâche à les développer...

Discours de N. Sarkozy sur le site de la Présidence de la République

<http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2011/colloque-15-ans-de-reforme-des-universites.12093.html>

JOURNEE EDUCATION : MOBILISATION REUSSIE...

Première étape importante de la rentrée sociale, la journée de grève et de manifestations dans l'éducation est une réussite ! Une centaine de manifestations ont eu lieu dans toute la France. Le SNESUP a participé aux cortèges. A Paris, un défilé coloré sous le soleil a rejoint le Ministère de l'Education : enseignants des RASED protestant contre leur disparition, enseignants refusant les fermetures de classes, parents, élèves et étudiants... réunis sous les ballons des organisations syndicales de personnels. A côté d'universitaires (Paris 1, Paris 4, Paris12, Paris 13, Marne la Vallée, Paris Sud...) portant des drapeaux du SNESUP tout au long du cortège, des collègues des IUFM défilaient sous la banderole « IUFM en Colère ».

Dans le même temps, le Président de la République en campagne multiplie les provocations. Aujourd'hui encore, à l'occasion de son allocution informelle devant les ouvriers du groupe Sofriproteol, il lance des attaques intolérables contre les fonctionnaires, cherchant à opposer les ouvriers du privé et ceux-là.

A la veille du débat budgétaire, il faut poursuivre et amplifier la mobilisation pour des créations d'emplois.

Rendez-vous est pris pour le 11 octobre !